



Montreuil le 14 juin 2021

Courrier aux élu-e-s de la Nation

Invitation à la manifestation des électriciens et gaziers Le 22 juin à Paris

Madame, Monsieur,

Depuis plusieurs mois, les Syndicats de la Fédération Nationale des Mines et de l'Energie CGT sont engagés, avec les autres organisations syndicales représentatives de la branche professionnelle des Industries Électriques et Gazières, dans une lutte contre les réformes de démantèlement en cours dans les entreprises et groupes du secteur énergétique français. Hercule à EDF, le plan Clamadieu à ENGIE ou encore le plan social à GazelEnergie.

La lutte des travailleurs et le mouvement syndical ont trouvé un écho massif par les milliers de signataires des différentes tribunes, les centaines de motions votées dans les municipalités, régions, ou encore par la construction d'un front commun large de députés et sénateurs de différentes obédiences politiques de droite comme de gauche issus de l'opposition.

Des associations de consommateurs font également connaître leur position sur leur bilan de l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz. Ils en arrivent aux mêmes conclusions que la FNME-CGT. A savoir, une explosion des tarifs, une augmentation de la précarité énergétique, une dégradation de la réponse aux besoins des services rendus, une explosion des litiges et bien d'autres démarchages frauduleux ... En conclusion, une détérioration flagrante du service public de l'électricité et du gaz.

Comme vous le savez, les manœuvres autour du secteur de l'énergie, menées depuis de nombreuses années, sonnent aujourd'hui le glas de l'indépendance et de la souveraineté énergétique nationale. Les « pseudo-nationalisations », déjà annoncées comme « transitoires », de certains secteurs (production nucléaire et hydraulique) au détriment d'autres pans tout aussi essentiels - que sont, notamment, les réseaux de distributions - viennent conclure une libéralisation totale du marché de l'électricité dans une concurrence déloyale où la privatisation règne en maître. Ce qui compte ce ne sont pas les belles histoires qui pourraient être racontées par les porteurs de ces projets néfastes pour les collectivités, les usagers et les travailleurs, mais plutôt leurs effets et surtout ce qu'elles cachent.

Depuis 20 ans, nous dénonçons la mascarade des promesses liées à la mise en concurrence d'un bien de première nécessité pour faire baisser les prix et investir dans les moyens de production. Le constat est amer : Plus 60% d'augmentation du prix de l'électricité et 80% pour celui du gaz ! Avec pour résultat, plus de 13 millions de précaires énergétiques dans notre pays. Aussi, le manque de moyens de production risque bel et bien d'accentuer ce bilan déjà désastreux.

Sans répondre à l'urgence environnementale et sociale, c'est une nouvelle opération financière de privatisation orchestrée dans le dos des citoyens et des salariés qui aura des conséquences dramatiques tant sur l'indépendance et la souveraineté énergétique que sur la maîtrise publique de toutes les filières des secteurs électriques et gaziers.

Côté politique industrielle, c'est tout un tissu d'entreprises et de PME qui en fera les frais. L'abandon de nos savoir-faire est sans précédent et les plans sociaux n'ont jamais été aussi nombreux... Après le désastre autour d'Areva, c'est au tour, par exemple, de GE Alstom, Ferropem ou encore Photowatt de connaître des arbitrages purement financiers, au détriment d'une sauvegarde et d'un développement de nos savoir-faire dans les secteurs de l'hydraulique ou photovoltaïque. A l'heure où le monde est tourné vers la volonté de lutter pour le climat, les entreprises du secteur énergétique qui possèdent un savoir-faire et une réelle expertise dans la recherche et l'ingénierie, nous constatons que les choix opérés restent d'acheter les matériaux et composants pour nos industries en Chine par exemple, posant in fine la question de l'indépendance énergétique.

La CGT est convaincue de l'ambition de réussir la transition énergétique en donnant un accès à une énergie bas carbone en maîtrisant le poids de la facture pour les usagers. Le défi climatique doit être relevé par une optimisation technico-économique de tous les acteurs de la chaîne de production, du transport et de la distribution, mais également des industries incontournables du secteur pour construire les futurs moyens de production. Les grands acteurs nationaux doivent être en lien étroit avec les territoires pour définir les meilleures solutions pour l'avenir mais également pour être des acteurs majeurs d'aide à l'efficacité et à la performance énergétique.

Agissons enfin pour le service public et pour l'intérêt général, ce n'est pas une utopie, notre histoire a montré que cela est possible !

D'autres solutions, tout à fait « Euro compatibles », existent pour protéger notre secteur énergétique. D'autres pays européens ont déjà fait ces choix. D'autres, en revanche, ont choisi de libéraliser. Nous pouvons comparer les résultats et les impacts sur la société pour décider vers quel chemin nous allons nous tourner pour l'avenir ! Les exemples récents outre-Atlantique doivent nous interroger.

Exigeons, avec force et en préalable à toute évolution, un réel bilan de la dérèglementation du secteur avant de prendre des chemins de non-retour qui ne feront que désoptimiser un système déjà bien fragilisé par 20 ans de mesures libérales qui ont été à l'encontre de l'intérêt général. Les premiers payeurs de ces choix seront les citoyens.

La FNME-CGT est porteuse de nombreuses propositions notamment par le biais d'un projet, son Programme Progressiste de L'Energie.

Projet que vous pouvez retrouver sur le site <http://www.energie-servicepublic.com/>

La FNME-CGT est également porteuse de nombreuses propositions qui s'inscrivent dans le PPE et qui redessinent un réel avenir industriel sur des sites de production au charbon comme à Gardanne, Cordemais, ou encore à la centrale de Lucy. Ces projets alternatifs répondent en tout point aux enjeux de réindustrialisation de notre pays, des enjeux environnementaux, mais également aux besoins d'infrastructures dans les territoires comme par exemple, le retraitement ou la valorisation des déchets.

La FNME-CGT avec les électriciens et gaziers ont décidé de mettre tout en œuvre pour réussir une grande manifestation nationale à Paris le 22 juin prochain, dans le cadre des 75 ans de la nationalisation d'EDF et GDF, que nous n'avons pas pu faire le 8 avril au vu du contexte sanitaire **mais aussi pour combattre ces projets néfastes et pour revendiquer un avenir pour le service public de l'énergie au sens large.**

75 ans de la nationalisation d'EDF et GDF, un anniversaire ô combien symbolique, qui trouve une résonance particulière au moment où le gouvernement accélère le démantèlement des entreprises des Industries Électriques et Gazières.

Les dernières rencontres avec le ministre de l'Économie, laissent présager une accélération du calendrier avant les élections présidentielles, voire même durant l'été. Plus que jamais, le 22 juin doit marquer une date dans notre histoire sociale pour remettre le secteur énergétique sur la voie du service public et de la cohérence pour réussir les défis planétaires qui sont les nôtres.

L'électricité et le gaz ne sont pas des marchandises comme les autres, ce sont des biens de premières nécessités essentiels. Ils doivent répondre à l'égalité d'accès pour les citoyens et aux enjeux environnementaux.

A cette occasion, nous souhaitons faire participer à notre lutte, l'ensemble des acteurs politiques qui la soutient et dont vous faites partie nous l'espérons.

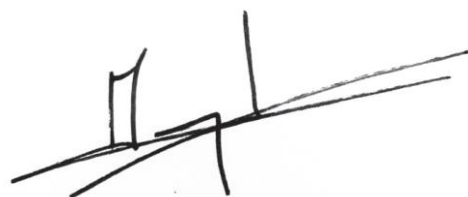
Nous vous invitons donc chaleureusement à nous rejoindre sur cette journée de manifestation nationale qui débutera à 11H place de la Nation à Paris. De nombreux transports sont organisés par les Syndicats de la FNME-CGT.

Vous trouverez ci-joint le tract d'appel de la FNME-CGT indiquant les modalités de mobilisation pour la journée.

Vous l'avez compris, cette lutte ne concerne pas que les électriciens et gaziers mais bien l'ensemble des pans de la société. Vous aurez donc toute votre place, en qualité d'élu-e de la nation, **pour représenter les citoyens dans le carré de tête de la manifestation.**

N'hésitez pas à nous faire connaître votre présence sur le mail cabsq@fnme-cgt.fr

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à ce courrier et espérant vous compter parmi nous, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name Sébastien Mènesplier.

Sébastien MENESPLIER,
Secrétaire Général de la Fédération